

# Communiqué de Presse

Assemblée parlementaire – Unité de communication

Réf: 980f09

Tél. +33 (0)3 88 41 31 93

Fax +33 (0)3 90 21 41 34

Internet: <http://assembly.coe.int>

e-mail: [pace.com@coe.int](mailto:pace.com@coe.int)



## 47 Etats membres

Albanie  
Allemagne  
Andorre  
Arménie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
Irlande  
Islande  
Italie  
Lettonie  
«L'ex-République  
yougoslave de  
Macédoine»  
Liechtenstein  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Moldova  
Monaco  
Monténégro  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Russie  
Saint-Marin  
Serbie  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Turquie  
Ukraine

## La déclaration politique de Copenhague manque d'ambition, déplore le Président de l'APCE

Strasbourg, 20.12.2009 – « La déclaration politique négociée à l'issue de la Conférence de Copenhague manque d'ambition et n'apporte pas de réponse solidaire et équitable au changement climatique », déplore Lluís Maria de Puig, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

« La nécessité de limiter les températures à deux degrés par rapport aux niveaux pré-industriels et l'enveloppe annuelle de 100 milliards de dollars d'ici 2020 au profit des pays en voie de développement, pèsent peu face aux enjeux que nous devons affronter dans les décennies à venir », a-t-il ajouté. « Ce texte ne fixe aux pays aucun objectif chiffré et contraignant de réduction des émissions de gaz à effet de serre », constate M. de Puig. « De plus, la création d'une instance internationale qui aurait pu vérifier la mise en oeuvre des engagements de chaque pays, en les contraignant légalement, n'a pas été retenue » a-t-il souligné.

« Malgré quelques avancées, l'absence de décisions concrètes à Copenhague est une occasion perdue, si l'on considère l'ampleur du problème. En retardant le passage à l'action, les pays riches font peser une menace accrue sur la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau ou à la terre de populations déjà vulnérables qui risquent d'être poussées à l'exode, grossissant les rangs des réfugiés climatiques », a indiqué le Président.

« Je regrette que les résultats obtenus soient si éloignés des propositions contenues dans la [résolution](#) adoptée par l'Assemblée en vue de la Conférence de Copenhague. Nous avons la responsabilité d'agir rapidement et devons d'ores et déjà songer à l'après-Copenhague. A cet égard, l'action parlementaire doit être considérée comme un levier utile, dans la mesure où les parlementaires peuvent infléchir les politiques suivies dans les négociations internationales sur le changement climatique. L'APCE mettra tout en oeuvre pour inciter les parlements à se mobiliser sur cette question cruciale et à leur fournir un cadre de débat », a conclu M. de Puig.

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président: Lluís Maria de Puig (Espagne, SOC) – Secrétaire général de l'Assemblée: Mateo Sorinas.

Groupes politiques: PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe socialiste); GDE (Groupe démocrate européen);

ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la gauche unitaire européenne).